...UE, No 78, SUD DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

DIMANCHE MATIN, 23 AOUT.

Les candidatures nationales.

LETTRE D'ACCEPTATION

DE

HORATIO SEYMOUR.

Au général G. W. Morgan et autres, membres du comité, &c.

UTICA, 5 août 1868.

MESSIEURS : Lorsqu'à New-York, le 11 juillet, en présence d'une vaste assemblée, vous m'avez offert, au nom de la Convention nationale démocratique, la nomination faite à l'unanimité de ma personne comme candidat de cette Convention pour les fonctions de Président des Etats-Unis, je déclarai que "je ne trouvais pas de termes convenables pour exprimer ma reconnaissance du bon vouloir et de la bienveillance de cette Assemblée, venant de me témoigner. Je n'avais ni recherché ni espéré cette nomination. Mon ambition était—ce que je ne puis faire maintenant—de prendre une part active à la grande lutte engagée pour le rétablissement de la loi et de la prospérité dans le pays. Mais j'ai été entraîné par le caractère irrésistible qui nous emporte vers un grand changement politique et je me trouve obligé d'obéir à l'entraînement."

Vous m'avez aussi remis une copie des résolutions exprimées par la Convention et qui indiquent la position qui allait prise sur les grandes questions qui agitent aujourd'hui le pays. Comme président de cette Convention, le tenant de la portée de ces résolutions m'est familière : nous les avons discutées et adoptées ensemble. Je sais un de ceux qu'elle tient. Elles sont conformes à mes manières de voir ; je les accepte comme guides dans la voie où nous entrons, et je m'adresserai, à l'avenir, de la manière et pratique, partout où je me trouverai placé, dans ma carrière politique et dans ma vie privée.

Je déclarai alors que je venais adressant mon acceptation par une lettre, suivant l'usage accoutumé. Je ne vois après réflexion, aucune raison pour changer ou modifier les termes de cette déclaration qui a été considérée comme la ligne de conduite qui indique les vues de la Convention. Si je n'ai pas plus tôt rempli la formalité de vous communiquer par écrit ce que j'ai exprimé publiquement, c'est que je voulais voir quelque lumière les débats du Congrès pourraient jeter sur les intérêts du pays.

Les actes de cette assemblée, depuis l'ajournement de la Convention, indiquent qu'elle redoute que, par un changement du pouvoir politique, le peuple n'obtienne ce qu'il a droit d'avoir, ou exposé ainsi au préjudice de ce qui a été fait de l'argent qu'on a tiré de lui depuis huit ans. Les hommes réfléchis savent qu'il y a eu, dans l'administration des finances, des lacunes et des n'a pas laissé parvenir à la connaissance du public.

Le parti congressionnel non seulement s'est allié avec le pouvoir militaire, qui va être employé pour peser directement sur les électeurs dans nombreux Etats, mais il a proposé dans sa session dans le but avoué de faire les lois qu'il jugera utiles à son succès en vue des élections qui auront lieu dans quelques semaines. Au lieu de s'ajourner, il a donné prétexte aux pour s'assembler de nouveau si les intérêts de parti le demandent.

J'admis, jusqu'à présent, dans l'histoire de notre pays, le Congrès n'avait pris aucun une attitude menaçante envers ses électeurs. Cédant à son injonction, quelques uns des Etats lui ont pas des agents, proposant de priver le peuple du droit de voter pour les électeurs présidentiels, et d'une part la présence faite qu'en prend d'audacieuses mesures pour déprécier le droit de suffrage. Ainsi s'est-il pas surprenant que les hommes qui rétablissent volent, dans une paraille conduite, la preuve que ceux qui dirigent la politique du parti républicain sont mis par des motifs plus puissants et plus profonds que le simple désir de retenir le pouvoir politique, la preuve qu'ils redoutent de voir certains faits dévoilés et que cette crainte les conduit à des actes d'un caractère aussi désespéré et aussi impolitique.

Un grand nombre des mesures et des organes les plus habiles du parti républicain ont ouvertement déploré la violence des actes du Congrès et leur tendance à rendre la liberté dans notre pays. Les grands intérêts de l'Union demandent la paix, l'ordre et le retour aux relations bienveillantes que les hommes bienfaisants ne pouvons maintenir la foi ni l'honneur de notre gouvernement. L'opinion des hommes d'affaires est en proie à une inexprimable pénible. Le temps que nous devons destiner exclusivement au travail est allongé par le cours des affaires nécessitées à l'extérieur, qui ont rendant exorbitant les taxes intérieures et indirectes du gouvernement, et nos populations sont harassées par les demandes fréquentes des percepteurs d'impôts.

Il y a dans tout le peuple, sans distinction de parti, un sentiment très fort en faveur d'une ligne de conduite qui puisse restaurer l'ordre et la confiance, et mettre les Etats-Unis dans une position qui ait la prise sur les grandes questions qui agitent aujourd'hui le pays. Comme président de cette Convention, le tenant de la portée de ces résolutions m'est familière : nous les avons discutées et adoptées ensemble. Je sais un de ceux qu'elle tient. Elles sont conformes à mes manières de voir ; je les accepte comme guides dans la voie où nous entrons, et je m'adresserai, à l'avenir, de la manière et pratique, partout où je me trouverai placé, dans ma carrière politique et dans ma vie privée.

Je déclarai alors que je venais adressant mon acceptation par une lettre, suivant l'usage accoutumé. Je ne vois après réflexion, aucune raison pour changer ou modifier les termes de cette déclaration qui a été considérée comme la ligne de conduite qui indique les vues de la Convention. Si je n'ai pas plus tôt rempli la formalité de vous communiquer par écrit ce que j'ai exprimé publiquement, c'est que je voulais voir quelque lumière les débats du Congrès pourraient jeter sur les intérêts du pays.

Les actes de cette assemblée, depuis l'ajournement de la Convention, indiquent qu'elle redoute que, par un changement du pouvoir politique, le peuple n'obtienne ce qu'il a droit d'avoir, ou exposé ainsi au préjudice de ce qui a été fait de l'argent qu'on a tiré de lui depuis huit ans. Les hommes réfléchis savent qu'il y a eu, dans l'administration des finances, des lacunes et des n'a pas laissé parvenir à la connaissance du public.

Le parti congressionnel non seulement s'est allié avec le pouvoir militaire, qui va être employé pour peser directement sur les électeurs dans nombreux Etats, mais il a proposé dans sa session dans le but avoué de faire les lois qu'il jugera utiles à son succès en vue des élections qui auront lieu dans quelques semaines. Au lieu de s'ajourner, il a donné prétexte aux pour s'assembler de nouveau si les intérêts de parti le demandent.

J'admis, jusqu'à présent, dans l'histoire de notre pays, le Congrès n'avait pris aucun une attitude menaçante envers ses électeurs. Cédant à son injonction, quelques uns des Etats lui ont pas des agents, proposant de priver le peuple du droit de voter pour les électeurs présidentiels, et d'une part la présence faite qu'en prend d'audacieuses mesures pour déprécier le droit de suffrage. Ainsi s'est-il pas surprenant que les hommes qui rétablissent volent, dans une paraille conduite, la preuve que ceux qui dirigent la politique du parti républicain sont mis par des motifs plus puissants et plus profonds que le simple désir de retenir le pouvoir politique, la preuve qu'ils redoutent de voir certains faits dévoilés et que cette crainte les conduit à des actes d'un caractère aussi désespéré et aussi impolitique.

Un grand nombre des mesures et des organes les plus habiles du parti républicain ont ouvertement déploré la violence des actes du Congrès et leur tendance à rendre la liberté dans notre pays. Les grands intérêts de l'Union demandent la paix, l'ordre et le retour aux relations bienveillantes que les hommes bienfaisants ne pouvons maintenir la foi ni l'honneur de notre gouvernement. L'opinion des hommes d'affaires est en proie à une inexprimable pénible. Le temps que nous devons destiner exclusivement au travail est allongé par le cours des affaires nécessitées à l'extérieur, qui ont rendant exorbitant les taxes intérieures et indirectes du gouvernement, et nos populations sont harassées par les demandes fréquentes des percepteurs d'impôts.

Il y a dans tout le peuple, sans distinction de parti, un sentiment très fort en faveur d'une ligne de conduite qui puisse restaurer l'ordre et la confiance, et mettre les Etats-Unis dans une position qui ait la prise sur les grandes questions qui agitent aujourd'hui le pays. Cependant, en ce moment, peut qui peut un pouvoir qui, dans le Sénat et dans la Chambre des Représentants, jadis et maintenant, demandent de discorde et de violence. On a admis comme représentants de quelques uns des Etats du Sud des hommes qui sont venus déclarer qu'ils ne peuvent exister sans protection militaire et que les Etats qu'ils prétendent représenter. Ces hommes vont faire des lois pour le Nord aussi bien que pour le Sud. Ces hommes qui, il y a quelques jours, demandaient en suppliants que le Congrès leur donnât le pouvoir dans leurs Etats respectifs, complètent aujourd'hui l'action des deux Chambres de ce même Congrès. Entrés dans ces assemblées, l'esprit rempli de cette question, ils demandent que le Congrès regarde comme étant en état de guerre civile les Etats d'où ils viennent, ils demandent que la majorité de ces Etats, comprenant la partie la plus intelligente de la population, soit traitée comme ennemi public, de façon qu'ils puissent maintenir leur contrôle sur la race du peuple du Nord, et de faire ce qu'ils ont pu faire au Sud. Ils ont dit que ce qu'ils ont fait au Sud ne peut avoir de jugement droit.

Je n'ai aucune aspiration personnelle qui puisse fausser mon jugement au sujet de l'élection prochaine. Quoique je sois et mesure les devoirs qu'impose les fonctions de Président des Etats-Unis, je peut manquer de se faire une idée précise des soucis et des labeurs de celui qui veut faire à la hauteur de ses devoirs. Cependant je ne doute pas que le bonheur de ce peuple ne dépende de ce qui sera fait à la hauteur de ses devoirs. Ceux qui ne doit pas se laisser aller à ce qui est contraire à la prospérité et à la félicité de toutes les parties du pays.

Les événements qui se sont accomplis au Congrès depuis l'ajournement de la Convention ont considérablement augmenté l'importance de la victoire politique que remporteront ceux qui cherchent à ramener l'économie, la simplicité et la justice dans les dépenses et dans les affaires nationales. Il y a beaucoup de républicains, parmi ceux qui sont restés attachés à leur parti, qui ont regretté les mesures extrêmes et violentes auxquelles il s'est laissé entraîner. Ils ont persisté à croire que leur bonne conduite de leurs amis politiques fut manquée, leur intention était correctement bonne. Mais, aujourd'hui, ils doivent s'apercevoir que le parti républicain est dans une condition telle qu'il ne peut appliquer une politique de paix, à moins que ses amis ne manifestent par des signes ses intentions. C'est un malheur non seulement pour un pays, mais encore pour le parti qui gouverne, quand l'action de ceux qui s'unissent par des sentiments d'opposition. Ce fut le malheur du parti républicain que les événements des dernières années lui ont donné un tel pouvoir qu'il a pu contrôler l'Exécutif, entraver le judiciaire, et mettre en vigueur les vues des plus impudents et des plus violents d'entre ses membres. Quand un parti fait de chose aussi dans un pays, il arrive toujours que ce parti n'est pas contrôlé par le jugement des plus habiles chefs. Il n'y a peut être pas un des hommes publics qui ait aidé à former l'organisation républicaine, et qui ne l'aient, depuis trois ans, mis en garde contre ses excès, qui n'ait été renversé ou forcé d'abandonner ses convictions relativement à ce que demandent les intérêts de pays, ou, s'il était trop patriote pour le faire, qui n'ait été remplacé des rangs du parti.

S'il en a été ainsi précédemment, que fera le parti avec cette nouvelle infusion d'hommes qui, sans le moindre respect pour les vues de ceux qui viennent de leur donner leurs positions, commencent par exercer législative en demandant des lois, en prétendant que leurs Etats soient considérés comme en guerre civile, et en déclarant qu'ils sont autorisés de dégrader le Président des Etats-Unis, que ceux qui les pourront persuader ou forcer le Congrès à produire de nouveaux chefs d'accusation.

Le parti républicain est, ainsi bien que nous, intéressé à mettre un terme à cette guerre. Il doit être clair pour tout homme qui pense qu'une nouvelle disposition du pouvoir politique tend à arrêter la violence des mesures de parti et à assurer la paix et le bon ordre dans le pays. L'élection d'un Président démocrate et d'une majorité démocrate des membres de la Chambre des représentants ne peut manquer à ce parti le pouvoir de faire des changements soudains et violents, mais elle servirait à mettre un terme à ces mesures extrêmes qui ont été déplorées par les hommes les meilleurs des deux partis. Le résultat conduirait très certainement à cette période tranquillise de l'Union et au rétablissement des relations fraternelles que le pays désire. Je sais sûr que les meilleurs hommes du parti républicain déplorent, tout autant que je le fais, l'esprit de violence qu'ont énoncé ceux qui ont été récemment admis à des sièges au Congrès comme envoyés des Etats du Sud. Le régime de guerre civile qu'ils ont en vue doit être odieux à tout homme qui jugement droit.

Je n'ai aucune aspiration personnelle qui puisse fausser mon jugement au sujet de l'élection prochaine. Quoique je sois et mesure les devoirs qu'impose les fonctions de Président des Etats-Unis, je peut manquer de se faire une idée précise des soucis et des labeurs de celui qui veut faire à la hauteur de ses devoirs. Cependant je ne doute pas que le bonheur de ce peuple ne dépende de ce qui sera fait à la hauteur de ses devoirs. Ceux qui ne doit pas se laisser aller à ce qui est contraire à la prospérité et à la félicité de toutes les parties du pays.

Les événements qui se sont accomplis au Congrès depuis l'ajournement de la Convention ont considérablement augmenté l'importance de la victoire politique que remporteront ceux qui cherchent à ramener l'économie, la simplicité et la justice dans les dépenses et dans les affaires nationales. Il y a beaucoup de républicains, parmi ceux qui sont restés attachés à leur parti, qui ont regretté les mesures extrêmes et violentes auxquelles il s'est laissé entraîner. Ils ont persisté à croire que leur bonne conduite de leurs amis politiques fut manquée, leur intention était correctement bonne. Mais, aujourd'hui, ils doivent s'apercevoir que le parti républicain est dans une condition telle qu'il ne peut appliquer une politique de paix, à moins que ses amis ne manifestent par des signes leurs